

F. Engels : (mars 1891) Pour le 20^e anniversaire de la Commune (extrait)

... Le second Empire commença, et avec lui l'exploitation de la France par une bande d'aventuriers de la politique et de la finance : mais en même temps l'industrie prit aussi un essor tel que jamais le système mesquin et timoré de Louis-Philippe, avec sa domination exclusive d'une petite partie seulement de la grande bourgeoisie, n'aurait pu lui donner. Louis Bonaparte enleva aux capitalistes leur pouvoir politique, sous le prétexte de les protéger, eux, les bourgeois, contre les ouvriers, et de protéger à leur tour les ouvriers contre eux ; mais, par contre, sa domination favorisa la spéculation et l'activité industrielle, bref, l'essor et l'enrichissement de toute la bourgeoisie à un point dont on n'avait pas idée. C'est cependant à un degré bien plus élevé encore que se développent aussi la corruption et le vol en grand qui se rassemblèrent autour de la cour impériale, et prélevèrent sur cet enrichissement de copieux pourcentages.

Mais le second Empire, c'était l'appel au chauvinisme français, c'était la revendication des frontières du premier Empire, perdues en 1814, ou tout au moins de celles de la première République. Un Empire français dans les frontières de l'ancienne monarchie, que dis-je, dans les limites plus rognées encore de 1815, c'était à la longue un non-sens. De là, la nécessité de guerres périodiques et d'extensions territoriales. Mais il n'était pas de conquête qui fascinât autant l'imagination des chauvins français que celle de la rive gauche allemande du Rhin. Une lieue carrée sur le Rhin leur disait plus que dix dans les Alpes ou n'importe où ailleurs. Une fois le second Empire un fait acquis, la revendication de la rive gauche du Rhin, en bloc ou par morceaux, n'était qu'une question de temps. Le temps en vint avec la guerre austro-prussienne de 1866 ; frustré des « compensations territoriales » qu'il attendait par Bismarck et par sa propre politique de tergiversations, il ne

1. La guerre contre l'Autriche fut provoquée par Bismarck, grand chancelier de Prusse, dans l'intention d'écartier un ancien concurrent dans l'œuvre d'unification de l'Allemagne. La victoire sur l'Autriche lui permit de procéder à la fondation de l'unité allemande. Napoléon III garda la neutralité pendant le conflit austro-prussien, Bismarck lui ayant promis, à titre de récompense, une portion du territoire des Etats allemands. Bismarck ne tint pas parole, ce qui contribua à envenimer les rapports entre la France et la Prusse.

resta plus alors à Bonaparte que la guerre, qui éclata en 1870, et le fit échouer à Sedan et de là à Wilhelmshoehe.

La suite nécessaire en fut la révolution parisienne du 4 septembre 1870. L'Empire s'écroula comme un château de cartes, la République fut de nouveau proclamée. Mais l'ennemi était aux portes : les armées impériales étaient ou enfermées sans recours dans Metz, ou prisonnières en Allemagne. Dans cette extrémité, le peuple permit aux députés parisiens de l'ancien Corps législatif de se constituer en « gouvernement de la Défense nationale ». Il le permit d'autant plus volontiers qu'alors, afin d'assurer la défense, tous les Parisiens en état de porter les armes étaient entrés dans la garde nationale et s'étaient armés, de sorte que les ouvriers en constituaient maintenant la grande majorité. Mais l'opposition entre le gouvernement composé presque uniquement de bourgeois et le prolétariat armé ne tarda pas à éclater. Le 31 octobre, des bataillons d'ouvriers assaillirent l'Hôtel de Ville et firent prisonniers une partie des membres du gouvernement ; la trahison, un véritable parjure de la part du gouvernement et l'intervention de quelques bataillons de petits bourgeois leur rendirent la liberté et, pour ne pas déchaîner la guerre civile à l'intérieur d'une ville assiégée par une armée étrangère, on laissa en fonction le même gouvernement.

Enfin, le 28 janvier 1871, Paris affamé capitulait. Mais avec des honneurs inconnus jusque-là dans l'histoire de la guerre. Les forts furent abandonnés, les fortifications désarmées, les armes de la ligne et de la garde mobile livrées, elles-mêmes considérées comme prisonnières de guerre. Mais la garde nationale conserva ses armes et ses canons et ne se mit que sur un pied d'armistice avec les vainqueurs. Et ceux-ci même n'osèrent pas faire dans Paris une entrée triomphale. Ils ne se risquèrent à occuper qu'un petit coin de Paris, et encore un coin plein de parcs publics, et cela pour quelques jours seulement ! Et pendant ce temps, eux qui durant 131 jours avaient cerné Paris, ils furent cernés eux-mêmes par les ouvriers parisiens en armes qui veillaient avec soin à ce qu'aucun « Prussien » ne dépassât les étroites limites du coin abandonné à l'envahisseur étranger. Tant était grand le respect qu'inspiraient les ouvriers parisiens à l'armée devant laquelle toutes les troupes de l'Empire avaient déposé les armes ; et les *Junkers* prussiens, qui étaient venus assouvir leur vengeance au foyer de la Révolution, durent s'arrêter avec déférence et saluer devant cette même Révolution armée !

Pendant la guerre, les ouvriers parisiens s'étaient bornés à exiger la continuation énergique de la lutte. Mais, maintenant qu'après la capitulation de Paris la paix allait se faire, Thiers, le nouveau chef du gouvernement, était forcé de s'en rendre compte : la domination des classes possédantes — grands propriétaires fonciers et capitalistes — se trouverait constamment menacée tant que les ouvriers parisiens resteraient en armes. Son premier geste fut pour tenter de les désarmer. Le 18 mars, il envoya des troupes de ligne avec l'ordre de voler l'artillerie appartenant à la garde nationale, fabriquée pendant le siège de Paris aux frais d'une souscription publique. La tentative échoua, Paris se dressa comme un seul homme pour se défendre et la guerre entre Paris et le gouvernement français qui siégeait à